

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

16 décembre 2010

---

**DISPOSITIONS D'ADAPTATION DE LA LÉGISLATION  
AU DROIT COMMUNAUTAIRE - (n° 2996)**

Commission	
Gouvernement	

**AMENDEMENT**

N° 23

présenté par  
M. Herth, M. Straumann, M. Loos, M. Schneider, M. Blessig,  
M. Bur, M. Ferry, M. Reiss et Mme Grosskost

-----  
**ARTICLE ADDITIONNEL**

**APRÈS L'ARTICLE 17, insérer l'article suivant :**

Au premier alinéa de l'article L. 600-1 du code de l'urbanisme, après le mot : « exception », sont insérés les mots : « ou à l'appui d'une demande d'abrogation ou de modification ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Cet amendement prévoit que, comme pour l'exception d'illégalité, la demande d'abrogation ou de modification d'un document d'urbanisme ne peut être effectuée, sur le fondement d'un vice de forme ou de procédure, que pendant un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur du document.